



# ANARCHO SYNDICALISME



ISSN 1240-0009  
CCPAP 0921 S89086

**/// EDITO ///**

PINGRES ET MECHANTS

**/// SOCIETE ///**

RESISTANCE POPULAIRE  
AUTONOME /// GILETS  
JAUNES: NOUS SOMMES LE  
NOUVEAU MONDE ! /// LA  
DICTATURE QUI VIENT...

**/// RELEXION ///**

ENTRE VIOLENCE ET NON-  
VIOLENCE

**/// DEBAT-ECOLOGIE ///**

ANARCHISME ET ECOLOGIE  
DES VISIONS DU MONDE  
DEFINITIVEMENT  
ANTAGONISTES ?

**/// REFUGIES ///**

UNE "OQTP" EN URGENCE  
POUR MACRON ET SES  
VALETS

**/// INTERNATIONAL ///**

RUSSIE: MANOEUVRE  
NATIONALISTES CONTRE  
REVOLTE POPULAIRE /  
// DECLARATION DE L'UNION  
DES ETUDIANTS  
ANARCHISTES: VIVE LA LUTTE  
DES GILETS JAUNES ET DES  
ANARCHISTES ///



**2 EUROS /// N°163**  
MAR-AVR 2019

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

*Diffusez Anarchosyndicalisme!  
pour recevoir des numéros de  
diffusion, prenez contact avec  
nous.*

*Pour tout problème  
d'abonnement:  
abonnement@cntaittoulouse.lau  
tre.net*

*Anarchosyndicalisme! Est le  
journal de la CNT-AIT de  
Toulouse. Ce journal est rédigé,  
mis en page, assemblé par des  
militants Anarchosyndicalistes,  
salariés ou chômeurs. Il ne  
reçoit aucune subvention.*

*Notre contact:  
Anarchosyndicalisme!  
tel: 05.61.52.86.48.  
permanence tout les samedi de  
17H à 19H*

*facebook: cnt-ait toulouse:  
http://www.facebook.com/Cnt-  
ait-toulouse-officiel-  
186830011469841/*

*Twitter@cntaittoulouse:  
https://twitter.com/cntaittoulouse*

*http://seenthis.net/people/anarc  
hosyndicalisme*

*page et profil officiel de  
Solidarité Internationale  
Antifasciste et adresse mail, site  
officiel.*

## PINGRES et MÉCHANTS

**O**n ne peut pas satisfaire tout le monde, voilà ce que sera la conclusion du « grand débat ».

C'est vrai, on ne peut à la fois satisfaire l'avidité des capitalistes et les besoins des travailleurs. Il y a une dizaine d'années de cela, Warren Buffet ce milliardaire américain qui sait que la guerre de classe existe ! l'avait bien dit: pour lui, ce sont ceux de sa classe qui ont gagné cette guerre. Ils se sont enrichis en écrasant les populations sous leurs profits, leurs privilèges et leurs pollutions. La famille Grimaldi ne dira pas le contraire car les grandes messes pro-climat n'ont pas empêché le moins du monde que l'un de ses bateaux: le « Grande America », ne défèque dans l'océan. Sur ce sujet, nous savons seulement que sur les 365 conteneurs coulés avec le navire, 45 contenaient des matières dangereuses dont 100 tonnes d'acide chlorhydrique et 70 d'acide sulfurique. Pour les saloperies transportées dans les 320 autres conteneurs restants (entre autres pour la probabilité de la présence de sources radioactives) prière d'écrire au Prince de Monaco...

Quant à connaître le prix de tels dégâts, constatons que les médias sont bien moins bavards que lorsqu'il s'agit d'incriminer les coûts des dernières manifestations des Gilets Jaunes. Alors soyons sérieux, si l'on n'indique pas à qui profite ce genre de crime contre la planète, alors marcher pour le climat ne signifie rien, pas plus que de parler doctement de croissance ou de décroissance si l'on ne précise pas qui profite de la croissance et qui en est exclu.

D'abord parce que ce n'est pas avec un petit millier d'euros mensuels qu'on lutte pour le climat, et ensuite parce que nos efforts personnels n'y contribueraient que de façon infinitésimale, le réchauffement climatique n'est jamais que la résultante du mode de production capitaliste précisément celui que subissent les populations et dont profitent les Buffet, Grimaldi et autres magnats.

Alors, cessons ces exercices de contrition écologique tout juste bons à faire frémir une classe de CM2 et passons au vif du sujet avec ce que les médias nomment « la crise des Gilets Jaunes ». Il s'agit là d'un euphémisme qui désigne en réalité un épisode historique produit par cet antagonisme social qui s'est accentué au cours de ces 40 dernières années. Cette sous-évaluation est celle d'une bourgeoisie ivre de ses succès, telle un Castaner en goguette, oubliant qu'arrivé à un certain

### ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
contact@cntaittoulouse.lautre.net

## ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contact@cntaittoulouse.lautre.net

### POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

### REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE  
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 163 / MAR-AVR 2019 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud  
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 11 MARS 2019 sur les presses d'Axion-  
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

sia-toulouse@riseup.net

<https://www.facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1>

<https://www.facebook.com/Solidarit%C3%A9-Internationale-Antifasciste-Toulouse-248011655799243/notifications/>

page officiel des jeunes libertaires Toulouse et contact: <https://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>

<https://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>



niveau d'injustices sociales, un pays ne peut plus fonctionner normalement et qu'à partir de ce moment-là, tout peut arriver. Eh bien, disons que le mouvement des Gilets Jaunes a très clairement tracé cette limite au-delà de laquelle cette bourgeoisie ne pourra pas sans risques attaquer les travailleurs et c'est en quoi il marquera l'histoire de ce pays.

Observons maintenant que face à la détermination de ce mouvement de plus en plus conscientisé, le Pouvoir dont le but est de protéger ce système a manœuvré au gré des samedis de mobilisation. Pensait-il que celle-ci était forte, il reculait en cédant quelques miettes, en achetant les consciences à coups de primes pour les uns et d'augmentation pour les autres; pensait-il qu'il fallait attendre la fin de « l'essoufflement », il temporisait à coup de logorrhées macronesques; pensait-il que c'était fini, il partait au ski le 16 Mars et remettait sur la table l'attaque contre les retraites.

Ce comportement, digne de celui d'Harpagon et de sa bourse à élastique, qui s'est accompagné d'une répression féroce, nous permet de dessiner les contours psychologiques de cette bourgeoisie au pouvoir. Ce sont ceux de la pingrerie, aggravée de cette complication que la seule perspective de perdre un sou lui ferait tuer père et mère. Avec ce genre de profil, pingre et méchant, il est inutile d'espérer une rémission sincère, car ces malades ils l'ont dit et redit ne trouvent leur jouissance ultime que lorsqu'au bout d'un discours catastrophiste à souhait, ils en arrivent à éjaculer leur leitmotiv: « nous faire payer ». Peut-être que l'issue de cette bataille comme ce fût le cas pour toutes les autres de même nature sera impitoyable si les travailleurs en sortent vaincus mais c'est par leur masse et leur esprit à la fois généreux et combatif qu'ils pourront vaincre, vivre mieux et sauver la planète. C'est pourquoi la solidarité de classe avec les Gilets Jaunes doit être plus que jamais à l'ordre du jour.

### **Carnet rose : naissance d'une Initiative CNT-AIT Paris-Banlieue**

Des compagnons de la région parisienne ont décidé de relancer une Initiative CNT-AIT pour regrouper les amis et militants de l'anarchosyndicalisme dans cette région. Si vous souhaitez vous joindre à nous, ou simplement soutenir notre initiative, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues ! Les personnes intéressées peuvent prendre contact par mail ([contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)) ou écrire à CNT-AIT 7, rue St Rémésy 31000 Toulouse qui fera suivre.

#### **POUR NOUS RENCONTRER :**

Passer discuter autour d'un café, **le samedi de 17 à 19h.** au 7 rue St Rémésy, 3100 Toulouse.

Ou passer aux **tables de presse** sur les marchés : Samedi matin à Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10h30 et St Aubin 12h30).

Sur **Internet** : [contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>  
**Facebook** : cnt-ait Toulouse,



# Résistance Populaire Autonome

**S**emaines après semaines, mois après mois, le mouvement des Gilets Jaunes continue. Rond-points occupés en semaine, manifestations le samedi et parfois blocages d'entrepôts ou de péages, le mouvement affiche toujours une belle détermination suscitant surprise et interrogations.

**Qu'est-ce qui motive les Gilets Jaunes, d'où vient leur énergie, que veulent-ils enfin ?**

Depuis plusieurs années, un slogan barre la couverture de notre périodique: « Résistance Populaire Autonome ». Ces trois mots pour signifier notre certitude que seule une mobilisation des populations exploitées, s'effectuant en dehors des partis et des syndicats permettrait de faire barrage à la violence destructrice du système capitaliste et que seule l'action autonome des foules populaires pourrait abattre ce système injuste, inégalitaire et suicidaire.

Ce slogan, les gilets jaunes l'ont fait leur: ce qui n'était qu'un cri est devenu un fait social, une réalité. Nos conditions de vie sont devenues trop difficiles, trop de mal à boucler les fins de mois, ras le bol des retraites minables alors qu'on a travaillé toute sa vie, des salaires de misère, de la précarité subie, marre des injustices, des salaires et des primes extravagantes versées à des patrons qui délocalisent et licencient à tour de bras, marre de tous ces escrocs donneurs de leçons qui se pavanent à la télé, des politiciens orgueilleux, aussi méprisants que menteurs et tricheurs, marre de toute cette prétendue élite qui, parce qu'elle a fait des études dans des écoles réservées aux riches, se prétend infaillible et veut faire supporter aux couches les plus pauvres de la population la responsabilité des choix catastrophiques imposés par elle en matière d'environnement, d'économie, de politique. L'extension de la pauvreté, l'accroissement des

inégalités, la pollution des eaux et de l'air, l'artificialisation des sols, la destruction des espaces naturels, l'effondrement de la bio-diversité, le développement des complexes d'armement, la délocalisation des industries, l'épuisement des ressources naturelles, le réchauffement climatique etc... tous ces drames sont la conséquence des choix politiques faits par la classe des possédants et des gouvernants.

Et ces gens, chefs de multinationales ou politiciens, tous si imbus de leurs personnes, ont fait ces choix uniquement pour satisfaire leur insatiable soif de profits et leur volonté de domination. Leur amour du pouvoir et de l'argent est tel qu'ils en deviennent fous et perdent tout sens de la mesure. Leur seule morale est celle du profit: qu'importent les conséquences sociales, sanitaires ou environnementales d'un projet

puisque ça va rapporter.

Et les conséquences de cette logique, de ce système de corruption généralisée, sont là, visibles par tous. Chacun voit bien que l'affrontement des états obsédés par leur désir d'hégémonie et leur volonté de puissance peut à tout moment déclencher une guerre nucléaire qui serait fatale à l'humanité. Qui songerait à

**Gérer les révoltes sociales, les mener dans des impasses est devenu un métier qui s'apprend dans les écoles de commerce. Combien de permanents syndicaux devenus hauts fonctionnaires, ministres ou PDG ?**

nier que les dérèglements climatiques engendrés par l'industrialisation à outrance et la course aux profits constituent une menace mortelle ? Comment demain nourrir la population qui ne cesse d'augmenter alors que les ressources diminuent ? Dans quel monde vivront les générations à venir ?... Les menaces qui pèsent sur notre planète sont effroyablement nombreuses et les sujets d'inquiétude également. Nous vivons dans un monde très angoissant, l'avenir que nous propose ce système de plus en plus injuste et inégalitaire est sombre et c'est cette perspective que les Gilets Jaunes refusent. Alors comment s'opposer ? Qui pour se défendre ? A l'évidence les

syndicats, les partis politiques, toutes ces institutions dont c'est théoriquement la fonction sont devenus de simples alibis du système. Ils se limitent à faire respecter par les patrons les lois faites pour les patrons. Comment d'ailleurs faire confiance à des organismes qui financièrement dépendent en très grande partie des subsides de l'état et des entreprises ? Gérer les révoltes sociales, les mener dans des impasses est devenu un métier qui s'apprend dans les écoles de commerce. Combien de permanents syndicaux devenus hauts fonctionnaires, ministres ou PDG ?

Et si une multitude de militants syndicaux de base restent honnêtes et se dévouent corps et âme pour défendre les salariés, ils participent à leur corps défendant au maintien du système en place. Et comment faire confiance aux politiciens ? Chacun voit bien que le pouvoir et l'argent transforment les agneaux en lions, l'histoire nous donne tant et tant d'exemples de simples et honnêtes individus qui se prétendaient défenseurs inconditionnels de

la veuve et l'orphelin et qui, une fois élus, se révélèrent de véritables requins.

Dans un monde où tout s'achète, où tout est marchandise, les opinions et les consciences s'achètent aussi. Fabricant d'opinion, acheteur de conscience; n'est-ce pas cela qu'on appelle lobbyiste? Et si la soupe est trop amère, si la digestion est difficile, les médias sont là pour transformer le plus infâme brouet en met délicieux et monter au pinacle le roi des bateleurs.

Alors, ne faisons confiance qu'à nous-mêmes disent les Gilets Jaunes, agissons-par nous mêmes, redevenons les maîtres de notre vie. Résistons encore, résistons toujours à l'état et aux patrons, discutons entre nous, élaborons ensemble, construisons ensemble.

Résistance populaire autonome: le futur appartient aux Gilets Jaunes.

---

## **Gilets Jaunes: nous sommes le nouveau monde !**

**U**n objet socialement non identifié, une contestation non prévue et non anticipée, voilà comment apparaît le mouvement des Gilets Jaunes aux yeux des "élites" bourgeoises. Incompréhensibles autant qu'incompréhensibles, nos douleurs, nos peines, nos désirs et nos joies leur sont étrangères. Ils nous regardent sans nous voir et, depuis tant d'années qu'ils tendent l'oreille et nous épient, ils n'entendent pas monter notre colère. Le mouvement des Gilets Jaunes bouleverse les conventions, il dépasse les lignes et les frontières, quoi qu'il advienne dorénavant, il y a eu un "avant" et il y aura un "après". Ce n'est pas une crise, c'est mouvement ! Et ce terme de mouvement n'a que rarement été aussi approprié pour qualifier un objet social. Processus en évolution constante, en ébullition plus précisément, il ajoute le paramètre temps à une équation aussi stable qu'injuste. Il la dynamise, la transforme. Il se définit et se redéfinit sans cesse, se découvre lui même, s'apprend, se renforce continuellement. Immanent, c'est un objet complexe où les parties réinventent le plaisir "d'être avec" et de construire ensemble ; c'est une

dynamique où les parties se réinventent elles mêmes, avec et pour les autres. Hétéroclite, ceci est un fait, et voici l'un des aspects les plus pertinents de ce mouvement. De cet hétéroclisme naît le globalisme. Nos parcours de vie sont différents, nos histoires singulières mais nous sommes tous confrontés aux mêmes injustices sociales et économiques ainsi qu'au mépris des classes "dirigentes". Le mouvement des Gilets Jaunes est une reconstitution de la conscience de classe, une affirmation de la possibilité de trouver collectivement dans l'action et la réflexion des solutions aux problèmes posés à l'ensemble.

Les grilles de lecture utilisées par les "élites" sont dépassées et inadaptées pour rendre compte du phénomène qui se déroule. Il n'existe pas de calque issu du passé à poser sur ce que nous vivons. Que cela soit dans leurs analyses ou dans leurs pratiques, ils tentent de nous faire rentrer dans les cases, dans leurs cases. Malheureusement pour eux, nous avons changé de repères et de référentiels. Les leurs sont euclidiens, les notres sont dynamiques, en évolution, relatifs. Que cela soit par peur de l'inconnu ou par calcul afin de

## 6●●●●● Société ●

préservent leurs privilèges, ils viennent nous polluer avec les scories du passé : racisme, fascisme, communisme, syndicalisme, représentativité, religions...

Or c'est contre ces fantômes d'outre tombe que les Gilets Jaunes se sont levés et ont décidé de prendre leur destin en main. Les Gilets Jaunes sont des abstentionnistes, des sceptiques, nous sommes ceux que le système méprise, et nous le méprisons en retour. Nous avons appris à encaisser les coups, mais nous avons aussi appris à les donner. Aucune théorie ou analyse préexistante ne peut rendre compte de ce que nous

sommes, car nous sommes en devenir. Ensemble nous nous émancipons, ensemble nous évoluons. Ne tient qu'à nous de faire table rase du passé et de ses crimes qui ont ensanglanté l'Histoire de l'Humanité. Les élites se proclament progressistes, elles en sont le contraire : réactionnaires, conservatrices et sclérosées, voilà ce que sont ceux qui se targuent de défendre la culture et le progrès. Il ne tient qu'à nous de réinventer le monde.

Nous sommes le monde de demain, nous sommes le monde en devenir.

---

## La dictature qui vient...

Que n'a-t-on pas entendu depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, et notamment sur les chaînes télé d'infos en continu : Que les Gilets Jaunes sont les nouvelles chemises brunes, qu'ils sont racistes, antisémites, réactionnaires et surtout une bande de beaufs écervelés. Mais bon, ce qui m'agace surtout ce sont les leçons de morale via la presse audiovisuelle de la bourgeoisie bon teint au nom de la démocratie, et surtout celles venant des hommes politiques, journalistes, ou philosophes dits de gauche. J'entends depuis des années, de la part de ces gens là, un relativisme sur les extrêmes droite et gauche, qu'ils se rejoindraient et gnagnagna... Et puis un jour, un de ces hommes politiques

donneurs de leçon se présente à la mairie de Barcelone, avec le soutien d'un grand philosophe français, grand pourfendeur de l'antisémitisme (surtout quand ça ne va pas dans le sens de ses convictions). Ce même homme politique n'hésitera pas à défilier contre les séparatistes catalans aux côtés du PP et de l'extrême droite espagnole. Interviewé par France 24, ce dernier affirmera avec aplomb et une certaine mauvaise foi

qu'il n'a pas défilé avec l'extrême droite, mais au contraire pour la démocratie et contre les extrêmes droite et gauche (surtout l'extrême gauche)! Ceci n'est pas nouveau chez ces grands démocrates : faut-il remonter aux années 30 et rafraîchir la mémoire de ces gens de gauche ? En effet, un certain Marcel Déat, social démocrate, était l'un de ces "grands démocrates", anti-communiste, grand défenseur des droits de l'Homme, qui a

passé toute la décennie des années 30 à dénoncer l'antisémitisme autant qu'il le pouvait, pour finir dans les bras de la collaboration et créer son propre parti fasciste! Et ce genre d'exemple n'est pas rare. Voilà où je veux en venir : aux dernières

élections présidentielles, les gens ont eu le choix entre Marine Le Pen ou Emmanuel Macron. Nous avons donc eu droit comme d'habitude à l'appel républicain contre la peste brune et Macron est devenu président de la République, ouf ! La démocratie française a été sauvée ! Je ne m'attarderai pas sur le mépris du gouvernement pour les gens humbles. Mais je tiens à dire à tous ces grands démocrates, et aux gens de gauche en





particulier, à ceux qui méprisent tant ces "beaufs" et ces "jojo" en gilets jaunes, à ces gens qui ont voté contre Marine Le Pen, ou pour Macron... Que ce même Macron élu démocratiquement en bonne et due forme à la présidence de la République Française a restreint les libertés publiques une à une. Que ce grand "démocrate" prétend interdire à certaines personnes de manifester dans la rue. Qu'en bon républicain, il organise des grands débats, où il monologue pendant des heures à l'instar d'un dirigeant cubain, assisté par des intervenants choisis judicieusement par des préfets, et il s'assure aussi d'avoir le soutien des forces de l'ordre avec une augmentation importante des salaires des flics, et de confortables primes. Et cette police aux ordres des préfets ( et donc de Mr Castaner) qui blesse et mutile les manifestants, interdit certains accoutrements

comme par exemple de se couvrir le visage. Confisque des journaux contestataires, photographie, filme et fiche autant qu'elle peut les gens quels qu'ils soient. Il faut savoir aussi que l'on peut subir une perquisition à son domicile sans que cela puisse en être référé au juge d'instruction. Sachant qu'avant l'arrivée de Macron au pouvoir, il existait déjà tout un arsenal répressif, et que ce dernier, non content de gouverner par ordonnance, a encore ajouté des lois restrictives au nom de l'état d'urgence et de la sécurité, pour finalement employer tout ça contre les gilets jaunes. Alors, Messieurs Dames les "démocrates"? Il paraît que vous avez choisi la démocratie face à la peste brune aux dernières élections présidentielles ? Nous pouvons alors considérer que vous êtes des hypocrites et des menteurs !

### Liste de diffusion CNT-AIT INFO

Les compagnons de l'Initiative CNT-AIT Paris Banlieue ont le plaisir de vous informer de la réactivation de la liste de diffusion CNT-AIT Info

Cette liste diffusera régulièrement - mais sans encombrer vos boites mails - des informations sur l'actualité de la CNT-AIT et de l'anarchosyndicalisme en France et dans le monde. Pour vous abonner à la liste CNT-AIT INFO, il vous suffit d'envoyer une demande d'inscription à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)



### Agenda

- 31/03/2019: AG gilets jaunes à Sesquièrre toutes les deux semaines
- 31/03/2019: (date à confirmer) AG populaire sur la démocratie directe à la "chapelle" rue casanova.
- 27/04/2019: soirée Orwell à 20H45 à Montauban (nous contacter) , avec projection "la ferme aux animaux" suivit d'un débat.

Il se peut que les lieux de réunion des gilets jaunes changent d'endroit pour diverses raisons, dans ce cas vous pouvez vous renseigner auprès de nous au 05.61.52.86.48.  
notre adresse mail:  
[contact@cntaitoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaitoulouse.lautre.net)  
notre adresse au CNT-AIT Toulouse, 7 rue St Remesy , 31000 Toulouse.

## ENTRE VIOLENCE ET NON VIOLENCE

**P**ar définition une société anarchiste ne peut reposer sur la violence. Or, pour parvenir à une telle société, il y a un préalable (abolir le pouvoir) et une grande question : comment se fera l'abolition de ce pouvoir ? Avec ou sans violence ? Avec violence ? Mais, dans ce cas, l'utilisation de la violence révolutionnaire, une fois le pouvoir détruit, aura-t-elle pour conséquence de rendre impossible l'édification d'une société sans rapports de domination ? C'est là une des questions auxquelles les militants anarchistes doivent s'efforcer de répondre. Cet article est une contribution à cet indispensable débat.

### DE LA DYNAMIQUE REVOLUTIONNAIRE

C'est un lieu commun que de prôner une sorte de non-violence politiquement correcte, en imputant à l'utilisation de la violence les échecs des différentes luttes révolutionnaires. Ainsi peut-on lire : "Nous pouvons dire en toute sûreté que plus la violence est employée dans la lutte de classe révolutionnaire, moins cette dernière a de chance d'arriver à un succès réel" (1). A l'appui de ces affirmations sont évoqués, de manière très furtive et au choix, la Terreur (2), la guerre civile ou la lutte armée voire le terrorisme. Et loin d'approfondir les leçons du passé, on s'enfonce de plus en plus dans des raccourcis faciles, imprégnés d'imagerie scolaire : "Il est criminel de croire ou de laisser croire, que couper quelques têtes et se baigner dans des fleuves de sang d'une guerre civile libératrice annoncée, fera avancer en quoi que ce soit le schmilblik de la rupture avec le capitalisme et celui de l'édification d'une société libertaire" (3). Ces simplifications sont très utiles depuis deux cents ans à tous les réactionnaires qui utilisent la confusion entre la violence de masse et les épisodes de la Terreur. De là l'exclamation du député Front national Romain-Marie, à la tribune du parlement européen, à l'occasion du bicentenaire de la révolution française : "Le 14 Juillet 1789 a été le début du temps des assassins" (4).

Pour les anarchistes, il est au contraire

fondamental de repérer dans l'histoire ces moments de rupture -qu'ils se situent en 1789, 1917 ou 1936- pendant lesquels la population quitte son rôle passif pour passer à l'action. C'est ce que fait par exemple Kropotkine qui, dans son ouvrage "La Grande Révolution", s'attache à montrer l'importance de l'action directe des masses dans la dynamique des événements révolutionnaires. En effet, si la Révolution de 1789 fut une révolution bourgeoise, la bourgeoisie par elle même n'aurait pu détruire la monarchie. Dans cet affrontement avec le pouvoir, comme c'est le

cas plus généralement, ce n'est pas le degré de non-violence qui a déterminé le succès, mais très logiquement, le rapport de force qui a permis une dynamique offensive, protéiforme et décentralisée.

Dans cet exemple comme dans d'autres, la destruction d'éléments symboliques du pouvoir a joué un rôle déterminant parce qu'elle a permis de libérer de nouvelles formes d'organisation sociale, fonction de l'imaginaire collectif et du niveau de conscience des individus. Entre parenthèses, que la prise d'une forteresse ou la chute d'un mur puissent signer la fin de la monarchie ou du national-communisme nous autorise à dire que le pouvoir le plus féroce contient aussi sa part de fragile subjectivité. Pour revenir à notre sujet, observons que, même lorsque le niveau de conscience est insuffisant on peut assister à des épisodes de révolte massive, certes inabouties, mais qui peuvent tout de même nous éclairer sur la dynamique de masse.





A l'inverse, les épisodes de réaction se caractérisent par le retrait de la scène historique des masses populaires, qui laissent ainsi la place à des fractions politiques. Ces dernières mettent un terme à toute destruction du pouvoir pour, au contraire le reconstruire, le défendre et le conquérir. Le résultat est un mouvement centralisateur, étatique et militariste. Une lecture plus fine de l'histoire montre que ce sont ces mouvements de réaction, et non l'action révolutionnaire, qui produisent la Terreur comme la guerre. Les événements les plus sanglants sont le produit du reflux révolutionnaire (par exemple, la Bataille de l'Ebri, en 1938) et non les causes de son insuccès.

## NON-VIOLENCE ET POLITIQUE

La violence révolutionnaire n'est donc autre chose que la quantité d'énergie nécessaire à produire une rupture historique. Mais le discours dominant nous habitue à un concept de violence aussi polyvalent que creux. Ainsi, si l'on en croit les médias, il y aurait des "violences" à l'école tout comme il y a des "violences" en Irak ou en Syrie. Inversement, le terme de violence est absent du discours journalistique et politique relatif au rallye automobile Paris-Dakar, quelque soit le nombre de fillettes écrasées par les camions. Le flou est total et cette confusion conceptuelle, loin d'être due au hasard, découle de la volonté des politiciens de tracer une frontière entre ce que le système permet et ce qu'il ne permet pas. Est dès lors réputée violente toute action qui ne rentre pas dans le moule de la protestation "citoyenne", du syndicalisme intégré, ou des autres formes de contestation politiquement correctes. Globalement, le qualificatif "violent" est essentiellement une étiquette qui permet de stigmatiser l'adversaire. Par ce tour de passe-passe, il n'y a de violence que chez ceux qui contestent le système, tandis que les oppresseurs, qu'ils bombardent une cité, affament la moitié d'un continent, éborgnent en manifestation ou torturent dans les commissariats et les camps, sont toujours les gardiens du droit et de la justice et finalement de véritables non-violents auxquels rien -si ce n'est une regrettable bavure de temps en temps- ne saurait être reproché.

Les révolutionnaires qui se prennent à singer cette rhétorique nous font assister à un étonnant spectacle et donnent l'impression de chercher à s'excuser de vouloir renverser l'ordre établi. Coincés dans leur contradiction -puisque la violence révolutionnaire ne peut trouver sa place dans le cadre juridique de la bourgeoisie- ils finissent par élaborer une espèce de théorie de la légitime défense qui justifierait,

quand on en aurait besoin, la fin de la non-violence : "Nous devons nous défendre et la violence peut nous être imposée" (5). Cette banalité, puisée dans les idées reçues, est source de bien des pièges.

La révolution libertaire ne peut triompher que par la participation des masses. C'est cette participation, qui détermine le rapport de force. Plus celui-ci est élevé et plus la violence est limitée. C'est donc quand ce rapport de force est élevé (et non en état de "légitime défense" ou pire, lorsque la violence est imposée par une provocation) que les masses peuvent détruire la légitimité qui permet les conditions de leur exploitation et de leur domination. Ceux qui prônent la non-violence à ce moment là, (quand tout est possible et que la violence peut être très limitée), pour ensuite réfuter la non-violence en période de reflux (par le recours à la "légitime défense"), prouvent deux choses : qu'ils utilisent la non-violence comme concept tactique (et non comme un postulat philosophique qui mériterait d'être discuté autrement) et qu'ils l'utilisent mal. En effet ils sont à rebours de toute la dynamique révolutionnaire, car ils raisonnent en dehors des masses, comme si le mouvement anarchiste devait être coupé d'elles. Certains en arrivent à tant les mépriser, à force de confusion historique et légaliste, qu'ils peuvent tenir des propos, tels que "Les pauvres par eux-mêmes ne peuvent que foutre le bordel" (6), qui constituent la négation même des capacités d'auto-organisation des masses. Ce qui revient à nier la base de la philosophie libertaire.

## VIOLENCE ET POUVOIR

A priori, une question est tranchée : On ne saurait penser le pouvoir sans violence. Réciproquement, il faudrait éviter toute forme de violence pour ne pas reproduire les mêmes rapports de domination entre



*Traduction « Brûler la répression - Contre le délire sécuritaire et l'état de surveillance, notre solidarité contre leur répression »*

individus. Mais dire cela ne suffit pas à expliquer comment détruire le pouvoir en place. On peut toujours, comme le font certains réformistes et même des radicaux appeler à un non-pouvoir, un contre-pouvoir ou un pouvoir parallèle !! Ce faisant, après avoir reconnu le

pouvoir comme violent, ce type de stratégie conduit à se mettre à sa merci et à n'exister que tant que le pouvoir le veut bien. Autrement dit, le fait de réfuter toute forme de violence pour éviter de reproduire le pouvoir est une invitation à subir éternellement la violence de l'État.

Cette façon de tourner en rond provient d'une incapacité à concevoir la société autrement que telle qu'elle existe à ce jour. La question doit donc être posée autrement : Est-ce qu'une société viable, non impuissante, c'est-à-dire capable d'organiser les rapports inter-individuels, ne peut, pour fonctionner, que reproduire éternellement les mêmes rapports de domination ? C'est dans les capacités de l'humain à modifier radicalement les rapports que nous vivons actuellement, à penser d'autres formes de société, dans lesquelles le pouvoir appartienne à l'ensemble de la collectivité, et non à une classe, ne s'impose à personne en permettant à tous de s'impliquer que réside la réponse. Cette capacité collective, l'humanité la possède, comme de nombreux faits le prouvent, que ce soit l'existence fort ancienne de sociétés sans État ou les pratiques contemporaines des collectivités et assemblées (soviets, conseils ouvriers, collectivités espagnoles de 1936..). Les anarchistes doivent, à mon avis, tout mettre en œuvre pour faciliter, dans les

moments de rupture historique qui se produiront, ce basculement, sous peine de voir se reconstituer, une fois de plus, l'État (7). Car c'est effectivement l'incapacité à produire ce basculement, à abolir les divisions sociales qui, laissant le champ libre à la réaction, est la cause de la reproduction du pouvoir ; et pas, comme on voudrait nous le faire croire, la violence révolutionnaire des masses.

A lire sur le sujet : "La grande révolution" de Pierre Kropotkine ; "La société contre l'État" de Pierre Clastres.

Pour approfondir sur anarchisme et non violence : <http://anarchismenonviolence2.org/>

- (1) "A propos de la lutte armée" Jipé (CNT-AIT Pau), C.S. rédaction de Montpellier, n°196.
- (2) De la chute des Girondins à celle de Robespierre
- (3) "Unité pour un mouvement libertaire, brochure, J.M Raynaud (Editions Publico);2002.
- (4) Bernard Marie [leader de la tendance catholique intégriste du RN] a des trous de mémoire : le temps des assassins a commencé bien avant. Avec la très catholique Inquisition par exemple...
- (5) "A propos de la lutte armée" Jipé (CNT-AIT Pau) C.S., rédaction de Montpellier, n°196.
- (6) "Qu'est-ce que le prolétariat ?", Cercle Berneri, A Contre Courant, N°67, Sept 95.
- (7) Alexandre Berkman écrivait à juste titre : "La tragédie des anarchistes au milieu de la révolution, c'est qu'ils sont incapables de trouver et leur place et leur activité "

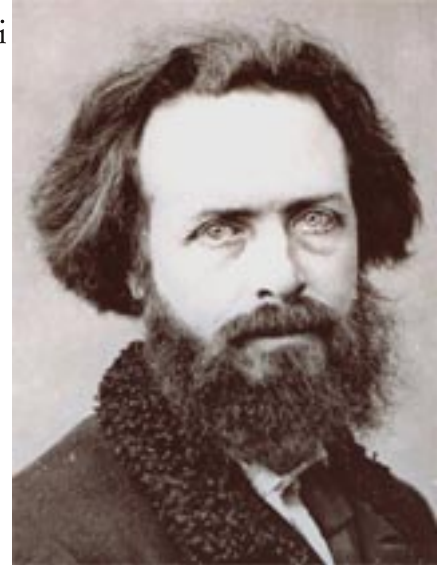


## ANARCHISME ET ECOLOGIE DES VISIONS DU MONDE DEFINITIVEMENT ANTAGONISTES ?

Depuis le numéro 159 "d'Anarchosyndicalisme!" un débat s'est imposé entre les militants sur l'écologie. Nous poursuivons donc le débat avec une réponse à l'article "agro-écologie et écologisme: anti-productivisme ou anticapitalisme?" parue dans le numéro 161 d'Anarchosyndicalisme!

On se souvient de la célèbre phrase de Durutti, « Que nous importe les ruines du vieux monde, nous portons dans notre cœur un monde nouveau ». Presque un siècle plus tard, la voracité destructrice du capitalisme productiviste a tellement épuisé la planète que son climat s'en trouve gravement perturbé, ses océans, ses rivières pollués : l'état des lieux est accablant, l'inventaire du délabrement- que certains esprits forts cherchent à minimiser- est amplement documenté et à moins de s'enfermer dans un déni de réalité ou de théoriser un nouveau négationnisme (« la destruction de la planète n'est pas en cours, tout va bien ») il y a tout lieu de craindre que l'entreprise d'autodestruction du vieux monde nous entraîne dans sa ruine. Nous portons bien évidemment un monde nouveau dans notre cœur, mais pour que ce monde ait quelques chances d'advenir un jour, pour que sa nouveauté soit effective, il semblerait assez pertinent que la critique anarchiste de la société contemporaine ne fasse pas l'impasse sur les gravissimes problèmes environnementaux qu'engendre le productivisme capitaliste.

Ce monde nouveau que nous appelons de nos vœux, cette société libertaire que nous espérons, entretiendra-t-elle les mêmes rapports destructeurs avec la « nature » (c'est à dire la partie non-humaine de la planète) que la société capitaliste ? Suffira-t'il de chasser les patrons, de détruire l'état, de reprendre en mains les outils de production et de répartir équitablement les richesses pour que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Continuerons-nous à produire de manière



Élisée Reclus 1830-1905

dentique en ignorant délibérément les conséquences néfastes et mortelles de ces modes de production ? L'autogestion généralisée suffira-t-elle à résoudre les problèmes environnementaux qui se poseront demain de façon encore plus alarmante qu'aujourd'hui ? Chercherons nous enfin à détruire tous les rapports de domination, excepté l'exploitation destructrice de la planète alors même qu'il est avéré que cette domination là est en train de rendre la Terre inhabitable à brève échéance ? Pour les marxistes, la révolution s'apparente à un jeu de chaises musicales (qui va à la chasse perd



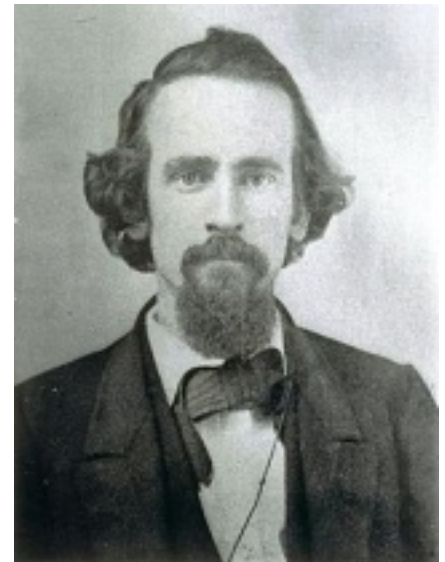
## 12 ●●●●Débat/Ecologie●

sa place), pour nous anarchistes la révolution a d'autres ambitions : celle de créer un monde habitable et désirable pour tous. Nous (cénéétistes) avons émis le souhait (il y a quelques années, lors de différentes réunions) de continuer à élaborer une critique globale de la société en apportant au corpus théorique de l'anarchosyndicalisme (déjà bien fourni) de modestes contributions. Cette ambition de globalité ne risque-t-elle pas d'apparaître comme bien peu globale si nous laissons de côté ces graves problèmes environnementaux qui se posent à l'humanité d'aujourd'hui ? Faut-il se cantonner à la sphère économique et sociale, en négligeant les angles d'attaque possibles dans la sphère écologique ou environnementale ? Mais revenons si vous le voulez bien, au débat sur l'écologie qui a animé les colonnes de notre journal il y a encore peu de temps. A la façon des séries TV résumons l'intrigue et rappelons les arguments des uns et des autres, « précédemment » dans l'AS donc (4 textes parus). Le premier texte, émanant d'un compagnon, s'appuyait entre autres sur les thèses du marxiste portugais Joao Bernardo et chantait les louanges de l'agriculture industrielle tout en

dé légitimant l'agro-écologie pour cause de parenté honteuse avec l'extrême-droite. Un second texte a répondu tant bien que mal à ces diverses assertions. Un troisième texte émanant d'un lecteur est venu soutenir les thèses du premier, son auteur manifestement doté d'une solide érudition, sait qu'il sait et aime à le faire savoir. Véritable virtuose dans le maniement du stylo rouge, il n'hésite pas à cocher d'un trait rageur contresens et fausses pistes que son œil de lynx décèle rapidement dans la prose sans doute infiniment moins savante de ses adversaires. Ce grand pourfendeur d'écologistes devant l'éternel (on sent bien que notre homme n'en est pas à sa première passe d'armes) mène donc une véritable instruction à charge contre l'écologie dont la tare essentielle et congénitale serait sa proximité avec l'extrême-droite qui l'aurait bercé dès sa naissance. Le réquisitoire anti-écologie se conclut en une véritable apothéose provocatrice : Heinrich Himmler, le sympathique chef suprême de la SS se voit couronné grand ancêtre des jardiniers bio, le numéro de clôture de la parade savante tourne au grand guignol. Certes que certains des précurseurs de l'écologie (à commencer par Ernst Haeckel



*George Perkins Marsh 1801-1882*



*Henry George 1839-1897*

nventeur du terme) aient été des réactionnaires, des préfascistes est historiquement établi, qu'ils aient eu des descendants spirituels jusqu'à nos jours, on veut bien en convenir mais réduire l'ensemble des précurseurs de la pensée environnementale à ce courant en ignorant d'autres penseurs, plutôt progressistes s'apparente à

une lecture partielle, peu honnête de l'histoire des idées ; c'est pratiquer une généalogie sélective de l'histoire de ces idées avec le dessein bien établi de les discréditer durablement.

En opposition à cette lecture tronquée de l'histoire de ces idées, on peut faire émerger de l'oubli toute une série de penseurs sans liens aucun avec l'extrême-droite, qui se sont penchés dès la moitié du dix neuvième siècle sur les problèmes environnementaux qu'engendrait l'industrialisation. Ainsi en 1864 un penseur américain George Perkins Marsh (1801-1882) publie : « Man and the Nature as Physical Geography as Modified by Human Action ». Il y propose dès sa préface trois principes fondamentaux que l'on pourrait traduire en termes modernes comme suit : tenter d'évaluer l'impact des activités humaines, formuler un principe de précautions, réfléchir aux moyens de restaurer les écosystèmes dégradés. L'une des idées majeures de Marsh, c'est que l'influence des actions humaines peut s'avérer cumulative et qu'elle pourrait contribuer à modifier durablement le climat, intuition géniale qui se vérifiera malheureusement un siècle et demi plus tard. Marsh et Elisée Reclus correspondaient, la traduction de l'œuvre de Marsh

par Reclus a été envisagée, mais ce projet n'a pas vu le jour et G. P. Marsh est resté très peu connu en Europe.

Un autre penseur américain Henry George (1839-1897) économiste réformateur très connu dans le monde anglo-saxon tente dans son ouvrage majeur (« Progrès et pauvreté : enquête sur la cause des crises industrielles et de l'accroissement de la misère au milieu de l'accroissement de la richesse») d'élaborer un système protecteur des biens communs, les ressources naturelles qui devraient selon lui échapper à toute appropriation abusive.

G. P. Marsh et H. George ne sont certes pas des révolutionnaires puisqu'ils pensent (comme les écologistes

**...Elisée Reclus grand géographe et anarchiste célèbre n'était pas lui victime de cette illusion, mais il dénonçait tout comme eux la déforestation et l'industrialisation forcenée comme fauteurs de troubles graves à venir. ...**

réformistes actuels) que l'état (dont on sait bien quels intérêts il défend) serait à même de prendre la défense des ressources naturelles. Cette illusion réformatrice ne fait pas d'eux, pour autant des proto-fascistes.



*Jean Daniel François Schrader  
1844-1924*

Leur contemporain, Elisée Reclus grand géographe et anarchiste célèbre n'était pas lui victime de cette illusion, mais il dénonçait tout comme eux la déforestation et l'industrialisation forcenée comme fauteurs de troubles graves à venir.

Un autre géographe français, Franz Schrader (1844-1924) largement oublié, peut aussi être considéré comme l'un des précurseurs des défenseurs de l'environnement. Loin d'être un obscur scientifique de seconde zone, c'est l'une des sommités scientifiques de son époque, médaillé d'or de la société de topographie de France en 1890, professeur à l'école d'anthropologie en 1891, c'est aussi par ailleurs un proche d'Elisée et d'Onésime Reclus. Dans un texte où il tente de définir sa théorie de la géographie anthropologique, il

## 14 ●●●●Débat/écologie●

prévient que son approche va à l'encontre des conceptions qui ont prévalu jusqu'alors : « où l'humanité est considérée comme échappant à la nature, comme étrangère et souvent hostile à cette nature, sorte de monde inférieur qu'elle avait pour mission de diriger à sa guise et dont elle avait le droit d'user et d'abuser comme d'une chose passive, d'une propriété à elle attribuée par des pouvoirs supérieurs ». En 1904 voici entre autre ce qu'il déclare au huitième congrès international de géographie : « songeons à l'importance de la cartographie polaire, à l'importance de la disposition des glaces flottantes dans l'économie générale du climat, dans la sécurité des cultures, par conséquent dans la vie matérielle de tout l'hémisphère nord. Songeons à ce tissu d'actions et de réactions réciproques qui fait que tout changement sur une partie du globe se répercute obscurément mais sûrement sur le globe entier, nous sentirons sans avoir besoin d'insister d'avantage, la solidarité profonde qui oblige les hommes à étudier ensemble la planète qui les porte ».

On ne peut pas dire que les analyses, les avertissements de Scradar aient suscité au début du XXème siècle un quelconque mouvement d'opinion favorable à la prise en compte des problèmes environnementaux.

A cette époque l'heure est encore et toujours pour la droite libérale comme pour la gauche productiviste à la glorification de l'industrialisation et à la production à outrance. Bien plus tard, dans les années 30 Camillo Berneri (tué par les staliniens en mai 37 à Barcelone), dénonçait la fascination malade des communistes autoritaires pour l'industrie qui constituait selon eux « l'alpha et l'oméga du progrès humain ». C'est cette fascination pour la puissance de transformation du monde que génère l'industrie (fascination aussi pour les mirifiques profits qu'elle engendre) qui conduit aussi bien capitalistes que communistes à ne tenir aucun compte des mises en garde des précurseurs de l'environnementalisme qui sont donc restés oubliés jusqu'au milieu du XXème siècle quand les dégâts subis par la planète ont commencé par être mis en évidence.

La volonté des détracteurs de la pensée environnementaliste de la discréditer en la réduisant à sa seule origine réactionnaire s'accompagne bien sur d'autres griefs, tout aussi infondés : par exemple l'environnementalisme serait inter-classiste ! Que les pouvoirs en place utilisent les inquiétudes légitimes de la population (quant aux dégradations de l'environnement) pour tenter de

susciter une sorte d'union sacrée (ouvriers et patrons tous unis pour sauver la planète) est bien évidemment incontestable. La désignation d'un danger extérieur ou d'un ennemi commun (le réchauffement climatique en l'occurrence) a toujours fait partie des stratégies des pouvoirs pour se maintenir au sommet. Que cette stratégie visant à accréditer la thèse de la communauté d'intérêt soit encore opérante, rien n'est moins sûr au regard notamment du mouvement social en cours.

Les grand-messes où officient des chefs d'état battant leur coulpe, promettant pour la millième fois que l'on va abaisser les émissions de CO2, où apparaissent en rangs serrés les politiciens écolo-réformistes comme caution morale et impuissante de ces pathétiques séances d'autoflagellation, ces grands messes peinent à convaincre le bon peuple. Il a bien compris que les responsables de la surexploitation de la planète, ce sont les capitalistes, les actionnaires des multinationales, dont les politiciens même hâtivement badigeonnés de vert ne sont que les marionnettes.

Exploiteurs du travail humain, les capitalistes le sont bien évidemment aussi des ressources naturelles qu'ils s'approprient en essayant d'en tirer un profit maximum sans considération



aucune pour le bien commun. La puissance de nuisance du capitalisme a atteint un niveau tel qu'il devient extrêmement urgent d'y mettre un terme. Seule la lutte de classe permettra peut être d'y parvenir : les exploités sont non seulement privés des fruits de leur travail, mais encore privés du droit d'habiter une planète vivable.

Doublement victimes, ils ont donc doublement raison de vouloir la fin d'un système mortifère pour les humains et pour la planète qui les porte.

## Une « O Q T P » en urgence pour Macron et ses valets.

**L**a semaine dernière, une alerte à familles réfugiées - une trentaine de personnes-mises à la rue, avec enfants en très bas âge, était lancée en Tarn et Garonne.

Pourquoi ? Par la mise en application des nouvelles mesures de la loi « Asile et Immigration » en vigueur depuis le 1 janvier 2019 :

Toute personne ou famille, déboutée du droit d'asile en première instance, ne sera plus acceptée au 115 ou devra le quitter. Dès cette annonce, cette personne ou famille est sous la menace d'une O Q T F - Obligation de Quitter le Territoire Français - alors même qu'elle a droit à faire valoir un recours. Pour celle-ci il ne reste que : \* la rue ou le squat clandestin, \* le centre de rétention avant l'expulsion, \* l'acceptation du retour au pays d'origine avec tous les risques que cette situation fait souvent peser sur l'intégrité physique des demandeurs d'asile.

En France, 27 CRA -Centres de Rétention Administrative- gèrent et organisent cette parodie d'humanisme. Les conditions y sont extrêmes. Automutilation et suicide sont choses communes. Le 21 février dernier, Adeline Hazan, magistrate « contrôleuse des lieux de privation de liberté » publie un rapport accablant décrivant les conditions de survie, d'accès au soin déplorables, dans ces centres souvent d'allure carcérale. La loi Asile et Immigration de Gérard Collomb dans son application depuis le 1er janvier a allongé la durée maximale de rétention passant de 45 à 90 jours soit un doublement de l'enfermement autorisé. Pour rappel en 2018, 43000 personnes -dont enfants- ont été retenues dans ces centres. L'état ne respecte même pas ses propres lois. En décembre dernier, sur Montauban, il avait fallu déjà faire pression sur la préfecture et le conseil général pour faire ouvrir en urgence un « accueil nuit » pour 3

familles albanaises avec bébés alors qu'elles étaient en règle ; celles-ci avaient été rejetées à la rue pour comportement incompatible avec l'usage des règles de l'hôtel, désigné et payé pour les accueillir. En fait de comportement incompatible, il s'agissait d'un défaut de compréhension des usages par impossibilité de communiquer ou d'échanger. Barrière de la langue.

La France vient d'être condamnée par la Cour Européenne des droits de l'homme pour avoir abandonné à son sort un Afghan de 12 ans qui vivait dans « la lande » de Calais en 2016. Parti d'Afghanistan en 2015, il a vécu durant plusieurs mois dans un bidonville... Dans leur arrêt les juges évoquent un portrait cauchemardesque des conditions de vie dans « la jungle » de Calais. La France est alors condamnée pour traitement dégradant.

Plus au Sud, Toulouse croule sous l'arrivée massive de réfugiés. Les mineurs isolés restent englués dans le parcours du combattant pour faire reconnaître leurs droits. Les DDAEOMIE -Dispositif Départemental d'Accueil d'Évaluation et d'Orientation des Mineurs Isolés Étrangers- refusent le plus souvent de reconnaître l'âge de ces mineurs, en les déclarant majeurs. Tout est fait pour qu'un minimum de situations soit recevable.\*1 La proportion d'évaluations négatives est chaque jour plus importante. Mineurs non reconnus, ils ne bénéficient plus de l'obligation pour l'État, de les protéger, les nourrir, les soigner et les scolariser. Dans l'attente de décision, ces jeunes vont rester entre 3 et 12





mois, si ce n'est plus, sans aucun droit ni ressource, vivant le plus souvent en squat ou dans la rue, ou chez des personnes solidaires. Et eux aussi, bien sûr, sous la menace permanente d'une O Q T F. \*2

Moins de réfugiés et plus de sans-papiers. Merci Macron, Castaner, Collomb, Belloubet... Ces réfugiés, migrants, mineurs isolés qui sont partis de chez eux, viennent principalement d'Afrique subsaharienne, de pays anciennement colonisés et aujourd'hui encore pillés par la « Françafrique ». D'autres populations sont sous la menace d'armes françaises (dont le commerce reste un « fleuron de notre diplomatie ») utilisées par des régimes plus qu'autoritaires. (Situation dramatique du Yémen pour l'exemple). La « Géopolitique française » n'a pas d'éthique. Attitude insensée, d'une part, elle alimente, par et pour son propre commerce, les flux migratoires qu'elle combat d'autre part.

Alors, au-delà de la solidarité militante \*3, il nous faut imposer un rapport de force qui puisse rétablir migrants, réfugiés, mineurs isolés dans leur droit et leur dignité. Mais pour cela, à nous de dénoncer la politique obscène, post coloniale et inhumaine de ce pouvoir présidentiel et gouvernemental. A nous de lancer une « O Q T P » urgente -Obligation de Quitter le Territoire de la Présidence- à la Macronie. Celle-ci parle à notre place : ici, elle se permet une ingérence directe dans les affaires vénézuéliennes sans consultation aucune. Là, la « France » intervient au Tchad et Macron parle en notre nom. Sans jamais en rendre compte !!! Il revient au peuple et à lui seul de parler et d'agir en son propre nom !

\*1. Les Tests Osseux en l'occurrence : Le 12 mars 2019 le Conseil constitutionnel doit examiner et répondre à la QPC- Question Prioritaire de Constitutionnalité- sur l'expertise des tests osseux demandées par les DDAOEMIE afin de déterminer l'âge des demandeurs d'asile. L'enjeu en sera la prise en charge par l'état de la situation de ces

demandeurs, s'ils sont reconnus mineurs. Or cette expertise (radio du poignet gauche et panorama dentaire) présente une marge d'erreur de 2 à 3 ans dans l'échantillon des 16/20 ans ce qui se trouve être l'âge de la majorité des jeunes qui arrivent aujourd'hui nous précise l'avocate Catherine Delanoé-Daoud. 7/9 France Inter Interview C.Audouin 12.03.19

\*2.Collaboration policière pour l'exemple :  
« En juin, un accord entre Paris et Rabat a été signé pour envoyer dans la capitale française une équipe de policiers marocains. Le but de cette intervention sécuritaire : identifier et éventuellement expulser les mineurs marocains non accompagnés qui errent depuis plus d'un an dans le 18e arrondissement.

Le phénomène des jeunes migrants marocains isolés rôdant dans le quartier parisien de la Goutte d'Or, ne se tasse pas. Âgés de 9 et 17 ans, drogués et livrés à eux-mêmes, ces enfants marocains passés par l'Espagne pour atteindre l'Europe, inquiètent les ministères français et marocains de l'Intérieur. (...)

Selon les informations du Desk.ma et de l'Obs, révélées en juillet dernier, entre quatre et six agents de la DGSN ont été dépêchés à Paris en vertu d'un « arrangement administratif relatif au renforcement de la coopération policière opérationnelle ». En « procédant à des identifications » en vue de « leur retour au Maroc », cet accord sécuritaire entend bien endiguer la situation.

Maître Daoud, avocat pénaliste spécialisé dans les droits des enfants migrants, membre du conseil de l'Ordre de Paris ainsi que du groupe d'action judiciaire de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), nous éclaire sur les tenants et les aboutissants de cette entente franco-marocaine. Interview Infomie et Tel Quel 08.09.18

\*3 Solidarité militante sue la région Grand-Toulouse : Collectif Autonomie, SIA Solidarité Internationale Antifasciste, RESF, Accueil toulousain des demandeurs d'asile.

# RUSSIE : Manœuvres nationalistes contre révolte populaire

En Russie aussi l'État a décidé de porter un sale coup contre les retraites. La nouvelle réforme, qui rentre en vigueur le premier janvier 2019, inquiète particulièrement les femmes, qui craignent de se retrouver sans ressources à un moment de leur vie où trouver un emploi devient difficile et où elles jouent un rôle crucial dans les familles. Cet été, pour la première fois depuis la Révolution russe, le gouvernement russe a relevé progressivement l'âge de la retraite de cinq ans, le portant pour les femmes à 60 ans et pour les hommes à 65 ans. Dans un pays où les pensions sont maigres et l'espérance de vie plafonne à 66 ans pour les hommes et 70 ans pour les femmes, la nouvelle a entraîné une levée de boucliers et entamé la popularité de Vladimir Poutine. Mais la colère n'a pas pu déboucher, étouffée par les manœuvres des politicards et les syndicats détournant la colère avec une demande de référendum. Cependant, cette réforme a laissé des traces dans la conscience populaire. Pour essayer de détourner la colère populaire, rien de mieux que le bon vieux nationalisme. Poutine a donc récemment bloqué des navires militaires ukrainiens dans le détroit d'Azov, espérant ainsi flatter la fibre nationaliste russe. Côté ukrainien, la manœuvre arrange aussi le président Porochenko, qui cherche à se faire réélire en mars prochain. Élu triomphalement après les événements de Maidan en 2014, sa popularité s'est effondrée en raison de l'aggravation de la crise économique et de la multiplication des scandales financiers de corruption le visant lui ou son entourage. Rien de tel qu'un bon état d'urgence pour essayer de redorer son blason ...

Ci-dessous un texte d'analyse de nos compagnons de la section russe de l'AIT (KRAS-AIT): sur les raisons de l'échec du mouvement contre la réforme des retraites.

Alors que Poutine nous est présenté en France par les populistes de droite ou de gauche comme un grand leader et un modèle à suivre, ce texte remet les pendules à l'heure sur la réalité sociale et politique en Russie.

## RUSSIE: LA GRANDE «DÉFORME» DES RETRAITES

La réforme des retraites a été approuvée par la Douma (le Parlement russe), le 26 septembre 2018, après un vote express. La loi a été approuvée par Russie unie, le parti de Poutine. Les trois partis d'opposition - Parti communiste, Parti libéral démocrate et Fair Russia ont voté contre. Mais cela n'a absolument rien changé car ils sont minoritaires. Dans la foulée, Poutine a signé la loi pour qu'elle entre en application sans tarder, dès le 1er janvier 2019.

C'est un coup dur porté à l'ensemble de la population active de Russie: L'âge de la retraite sera progressivement relevé à 60 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes. Cela représente une perte de revenus énorme pour des millions de personnes. Et des millions d'autres ne prendront jamais leur retraite, car ils mourront avant l'âge de la retraite.

### Pensions et espérance de vie

L'espérance de vie moyenne officielle en Russie est de 72 ans. Dans 47 des 83 régions du pays (notamment la Sibérie, l'Oural, la Volga et Nord) l'espérance de vie

moyenne des hommes n'atteint pas le nouvel âge de la retraite. Ainsi, des millions de personnes ne recevront jamais de pension, même si elles ont payé des cotisations toute leur vie.

Les pensions en Russie sont extrêmement basses, en moyenne 13 500 roubles (180 euros) par mois. Il est impossible de vivre de cet argent. Par conséquent, beaucoup de ceux qui ont atteint l'âge de la retraite continuent à travailler - jusqu'à 40% dans certaines régions. Ainsi, leur pension devient une augmentation tangible de leur salaire. L'augmentation actuelle de l'âge de la retraite prive des millions de personnes d'environ un tiers de leurs revenus car les pensions vont en plus baisser. Avec la nouvelle réforme, des millions d'hommes âgés de 60 à 65 ans et de femmes âgées de 55 à 60 ans perdent en moyenne 14 000 roubles par mois.

La vague actuelle de réformes néolibérales en Russie a atteint un stade tout à fait considérable. Après la victoire de Poutine aux élections présidentielles de mars 2018, le cours de l'offensive antisociale et de la "politique d'austérité" a été proclamé ouvertement. L'"optimisation" de l'éducation et de la santé, en cours depuis plusieurs années, est désormais suivie de nouvelles réformes ou, comme on les appelle



## 18●●●●International●

ironiquement, des "déformes".

La TVA est passée de 18% à 20%. Dans les milieux gouvernementaux, ils disent ouvertement que l'actuelle réforme des retraites n'est que «la première étape»; il est probable que la privatisation de l'assurance pension est maintenant en avance. Les entrepreneurs proposent déjà de modifier le Code du travail en leur donnant la possibilité de licencier leurs employés simplement pour "perte de confiance". Et la présidente de la banque centrale, Elvira Nabiullina, est envoyée au siège du Fonds Monétaire International pour enseigner également aux néolibéraux occidentaux comment leurs collègues russes luttent efficacement contre l'inflation.

Tout capitalisme est finalement le pouvoir des riches. C'est clair. Mais nulle part ailleurs cela ne se manifeste aussi clairement et avec autant de cynisme que dans la Russie moderne, où 10% des familles les plus riches contrôlent 82% de toutes les richesses. Le barème progressif d'imposition du revenu en Russie n'existe plus depuis 2001 et toutes les tentatives pour le réintroduire sont catégoriquement rejetées par le parlement. La même chose se produit avec toute autre proposition visant à encourager les riches à donner au moins un peu de leur richesse. Les riches sont assez intelligents pour trouver de nouveaux moyens d'échapper à l'impôt et, par conséquent, leur imposition supplémentaire n'a pas de sens, a récemment déclaré le vice-Premier ministre Siluanov, l'un des principaux néolibéraux du gouvernement. Plus que ça. Le parlement soutient tous les nouveaux privilèges accordés aux grandes entreprises russes.

### Et la résistance sociale ?

Divers sondages montrent qu'environ 80% de la population rejette la réforme des retraites. Près de 50% des personnes interrogées ont même exprimé leur volonté d'exprimer leur mécontentement dans la rue. Le journal russe Kommersant a souligné que si plusieurs millions de personnes dans les grandes villes descendaient dans les rues pour protester, les autorités seraient obligées d'arrêter la réforme. Mais c'est précisément ce qui n'est pas arrivé. Bien que des rassemblements de protestation aient eu lieu dans plus

de 80 villes du pays, ils se sont révélés relativement peu fréquentés. Même à Moscou et à Saint-Petersbourg, quelques dizaines de milliers de personnes seulement y ont pris part.

Il y a plusieurs des raisons à cet échec. Tout d'abord, la stratégie sournoise des cercles dirigeants, qui combinent répression et "concessions" préparées à l'avance. Cette ligne leur a apporté le succès. Bien que la campagne de propagande du gouvernement et de ses médias n'ait pas réussi à convaincre la population cette fois que la réforme était «nécessaire» (le «médicament amer mais nécessaire», a appelé le Premier ministre

Medvedev), ni même à profiter aux futurs retraités, la politique de la carottes et du bâton a conduit à la résignation et au sentiment triste que de toute façon, rien ne pourra être changé.

Le gouvernement a délibérément choisi un moment privilégié pour annoncer une réforme: le 14 juin, au début de la Coupe du monde, qui a eu lieu cette année en Russie. Cela a permis aux autorités d'interdire toute manifestation dans les villes les

plus importantes du pays jusqu'au 25 juillet, apparemment pour maintenir l'ordre public pendant les manifestations sportives. Déjà le 19 juillet, la loi avait été adoptée par le parlement en première lecture; les premiers grands rassemblements de protestation à Moscou et à Saint-Petersbourg n'ont eu lieu que le 28 juillet. Un temps précieux a été perdu.

Puis, quand une vague de protestations a éclaté, les autorités ont commencé à les "trier" avec soin. Certains rassemblements de protestation ont été autorisés, d'autres ont été interdits. Les autorisations étaient données dans des lieux isolés, loin du centre-ville, afin de réduire le nombre de participants possibles dès le début. Parfois, au dernier moment, l'autorisation était annulée sans prévenir, de sorte que ceux qui souhaitaient y prendre part étaient complètement désorientés.

Des manifestations non déclarées ont été brutalement dispersées par la police anti-émeute, faisant ainsi l'objet de nombreux passages à tabac et arrestations. Par exemple, lors des manifestations du 9 septembre, 1018 personnes ont été arrêtées dans tout le pays.

Parallèlement à cela, un "sucre d'orge" a été offert aux



Piquet pour la grève générale, Moscou, septembre 2018

gens. Le président Poutine a rompu son silence théâtral et a annoncé quelques amendements à la réforme. Par exemple, il a annoncé que pour les femmes, le nouvel âge de la retraite serait redescendu à 60 «seulement». En outre, une légère augmentation des retraites avait été promise (moins de 1000 roubles par mois). Il ne s'agissait pas de véritables concessions, mais bien d'une manœuvre planifiée : proposer d'abord la version la plus dure de la réforme, puis l'adoucir légèrement.

Ni ces manœuvres ni d'autres n'ont sauvé la popularité de Poutine et de son gouvernement, qui est tombée à un niveau record. Mais ils ont très fortement contribué à la désorientation de la population notamment dans les provinces. Cependant, les erreurs et les faiblesses du mouvement de protestation sont également évidentes. Il était malheureusement sous le contrôle total des partis politiques, qui n'étaient intéressés que par les résultats des prochaines élections. De tels intérêts de parti divisent souvent le mouvement de protestation. Par exemple, le 2 septembre, deux grands rassemblements de protestation ont eu lieu simultanément à Moscou, le Parti communiste et le Parti socialiste (Fair Russia) ayant tenté de les utiliser pour promouvoir leur candidat à la mairie.

Les institutions de l'opposition ont voulu empêcher par tous les moyens la radicalisation des manifestations. Ainsi, l'opposition a pratiquement cessé d'organiser de grandes réunions en août et ne les a reprises qu'en septembre, alors qu'il restait trop peu de temps pour que le mouvement se déroule. Au lieu de cela, un pari fut placé sur un référendum hypothétique contre la réforme des retraites, même s'il était clair dès le début que les autorités empêcheraient tout vote populaire sur cette question par le biais de diverses procédures institutionnelles. Et l'opposition extraparlamentaire est restée petite et faible.

Il convient de mentionner en particulier le rôle honteux joué par les structures syndicales russes. Certes, les deux grands syndicats - FNPR pro-gouvernemental et KTR « d'opposition » - ont déclaré lors de négociations avec le gouvernement et les hommes d'affaires qu'ils avaient rejeté la réforme. Mais en même temps, ils n'ont rien fait pour organiser un mouvement de protestation de plusieurs millions de personnes, réellement massif. La direction centrale du FNPR a saboté toute manifestation de rue. Il a refusé de mener des actions centralisées et a seulement autorisé ses syndicats locaux à participer à des

rassemblements. Mais les syndicats locaux n'ont développé que de petites mobilisations, plutôt symboliques.

Les dirigeants de la KTR ont commencé par se placer à la tête du mouvement, sans toutefois risquer la radicalisation. Ils ont rassemblé plusieurs millions de signatures contre la réforme et ont pris part à plusieurs rassemblements de protestation purement administratifs. Au contraire, ils ne voulaient pas entendre les appels à la grève générale.

Les anarcho-syndicalistes de KRAS, la section russe de l'Association internationale des travailleurs, ont compris dès le début qu'il serait impossible d'arrêter la réforme avec l'aide de protestations individuelles. Ils ont donc essayé de répandre l'idée d'une grève générale en prenant part à des rassemblements de rue, en diffusant des affiches et des tracts et en lançant une campagne en ligne. Une telle grève serait un véritable moyen de mettre fin à cette réforme antisociale. L'idée a été soutenue et diffusée par d'autres anarchistes et des militants individuels dans différentes villes du pays.

Le régime était bien conscient du danger d'une telle radicalisation et la police a tenté à plusieurs reprises d'interdire et de disperser les rassemblements organisés par les compagnons. L'idée d'une grève générale a été relativement bien perçue par les manifestants. En principe, certains militants syndicaux de base ont aussi réagi de manière positive. Mais cela ne pouvait pas changer la position négative des directions syndicales. Une forte atomisation de la société russe, qui a conduit à une passivité profondément enracinée, a empêché l'auto-organisation et une action indépendante des gens "ordinaires". La "majorité silencieuse" critique est restée muette et reste toujours silencieuse ...



## Déclaration de l'Union des Étudiants Anarchistes (Tunisie) : vive la lutte des Gilets Jaunes et des anarchistes !

Tunisie le 8 décembre 2018

Les mouvements des Gilets Jaunes et des anarchistes ont éclaté dans toutes les régions françaises en réponse à la hausse du prix de l'essence et ont pris la forme de confrontations avec la police à Paris notamment.

Cependant, ce mouvement a évolué pour répondre à l'arrogance de Macron et de son gouvernement, approfondissant ses revendications sociales et s'exprimant de plus en plus sur une base de classe. Macron ayant refusé d'entendre ces revendications, les Gilets Jaunes ont étendu le niveau et le nombre de revendications, qui sont désormais au nombre de plusieurs dizaines dont l'augmentation du salaire minimum, le rétablissement de l'ISF ou encore l'exigence de son départ en tant que représentant flagrant d'une politique injuste au profit de la bourgeoisie qui accroît l'appauvrissement des travailleurs, des marginalisés et des chômeurs. Ce mouvement pourrait même se transformer en révolution s'il continue sa progression.

En effet, ce mouvement a l'efficacité sociale du modèle « modèle, [basé sur la empêcher les conflits de classe [dans le compromis social]. La représentatif qui n'a rien à a éclaté au grand jour, avec la mutilations et la confusion dizaines de milliers de qui n'avaient pas rejoint le subi de manière intensive les



abandonné le mythe de démocratique » occidental. Ce représentativité] vise à pour au contraire les absorber réalité de ce système voir avec les droits de l'homme répression brutale, les mensongère médiatique. Des manifestants, y compris ceux mouvement à son début, ont coups et les courses-poursuites

[de la police], les gaz lacrymogènes et les canons à eau. Mais cela n'a fait que renforcer la sympathie des Français pour le mouvement.

Ce mouvement a également prouvé la pertinence de nouveaux modes d'organisation (discussion horizontale, prise de décisions dans des espaces de communication sociale [autonome]). C'est un un exemple pour les mouvements sociaux comme les organisations y compris de base. Il démontre que l'auto-organisation des masses est une alternative viable à la représentativité, aux partis politiques (qu'ils soient de la classe dominante ou de l'opposition) et aux leaders clientélistes. Le mouvement s'est étendu à d'autres pays européens tels que la Belgique, la Bulgarie, les Pays-Bas ...

[Depuis 2011] dans de nombreuses régions, ce choc des modèles [auto-organisation versus représentativité] s'est matérialisé, confirmant ainsi la dimension internationale de ce mouvement, prolongement du processus révolutionnaire qui a éclaté en Tunisie [en 2011] et à la solidarité internationale entre tous les mouvements de protestation du Nord et du Sud. Seule la solidarité internationale est capable d'affronter le capital mondialisé. Nous déclarons notre soutien total à ce mouvement social et aux possibilités de son développement révolutionnaire et demandons la libération inconditionnelle des détenus, ainsi que la responsabilité de tous ceux qui violent le droit des manifestants.

Longue vie au mouvement social des Gilets Jaunes et des anarchistes ...

Vive la solidarité internationale des peuples du Sud et du Nord contre le Capitalisme mondialisé.

Union des Étudiants Anarchistes (TUNISIE)

